

plastique dans les services de restauration collective « car nous ne savons pas le faire avant » confiait le maire.

« Je suis ravi de ce premier pas écologiste et j'en viens à espérer

pas encore assez » (le maire privilégiant d'ailleurs l'idée de circuits courts plutôt que celle du bio), la lutte contre le gaspillage alimentaire (-8 % sur les deux derniers mois dans les écoles) et encore la

les tables devant chaque élu municipal. On ne les a jamais revues en salle du conseil mais, depuis, les petites bouteilles plastiques restent bannies et sont remplacées par des verres et carafes en verre.

transparente. La vente d'une parcelle de 350 m² située à l'angle des rues Saint Exupéry et Henry Guillaumet. Pour la petite histoire, mis à prix à 82 000 € le terrain a été vendu à un associé de l'un des conseillers municipaux pour 94 000 € dans le but d'y construire une maison de santé.

MOUVEMENT DE GRÈVE

Grosse menace sur la trésorerie municipale

Avant d'ouvrir officiellement la séance de conseil municipal, le maire a laissé une délégation libournaise de fonctionnaires d'État s'exprimer sur la restructuration envisagée et la menace de suppression de 70 emplois dans la ville, avec les conséquences de la perte potentielle de 70 familles sur la vie locale: commerces, associations et restaurant inter administrations. Sur le tract distribué à l'entrée de l'hôtel de ville, ces agents qui intervenaient « avec la double casquette de citoyens libournais et de ses environs et d'agents de la direction des finances publiques de la trésorerie de Libourne et du Centre des impôts » listaient le détail des postes susceptibles de partir: 14 agents pour la trésorerie de l'hôpital et 14 agents sur la trésorerie des collectivités du Libournais toutes deux situées rue Jules-Ferry ainsi que 42 agents sur le site des impôts particuliers du pont de Fronsac. « Pour être clair, cela signifie que pour les renseignements, règlement de



Mardi soir les agents ont lu un texte en amont du conseil, ils manifesteront vendredi 28 dès 11h30 sur le marché.

vos impôts, il faudra aller à Blaye (45km); pour les cantines, gardes d'enfants, loyers, aides financières, ordures ménagères... Il faudra aller

à Coutras (19km); pour les factures ou questions relatives à l'hôpital ainsi qu'aux EHPAD, il faudra aller à Cadillac-sur-Garonne (40km) » sou-

lignait la porte-parole du groupe. La concertation vient tout juste d'être lancée. Elle se terminera en octobre.

Le site fermé jeudi

« Un projet qui se construit au détriment des professionnels, des concitoyens et des collectivités » souligne le maire qui doit rencontrer dans les prochains jours la directrice de la direction régionale des finances publiques et qui ne comprend pas le scénario, d'autant que le programme action Cœur de Ville dont Libourne fait partie exclut tout projet de fermeture des services publics sauf accord préalable des élus « et ils ne l'auront pas!

Sous tous les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, Bercy ne comprend rien au territoire » poursuit le maire avec la volonté d'interpeller très vite Gérard Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes Publics dont les élus locaux avaient plutôt compris que l'intention était

de délocaliser en région certains services de la direction générale des finances publiques « et l'inverse et au détriment des citoyens et d'un centre-ville redresse ».

L'adjoint à la culture et aux affaires militaires Michel Gaudin est également président du conseil de surveillance de l'hôpital à cette menace la veille.

« Tous les jours nous avons des contacts avec ces agents. Ils se battent pour que le budget des hôpitaux reste à Libourne. Cela représente 300 millions. L'hypothèse serait qu'il y ait une fermeture en 2023 à Cadillac quand Sainte-Foy avec lequel Libourne partagerait une antenne. Cela ne tient pas ».

Jeudi, le site de la rue Jules-Ferry sera fermé. Les agents ont lancé un mouvement de grève d'une journée. Ils seront également sur le marché de Libourne à 11h pour sensibiliser le public à la situation qui vient d'être